



**HAL**  
open science

## “ 68 ”, produit du système scolaire et de ses transformations ?

Christelle Dormoy-Rajramanan

► **To cite this version:**

Christelle Dormoy-Rajramanan. “ 68 ”, produit du système scolaire et de ses transformations?. Sur l'État parlementaire. Mélanges en l'honneur de Bernard Lacroix, A paraître. halshs-04539861

**HAL Id: halshs-04539861**

**<https://shs.hal.science/halshs-04539861>**

Submitted on 9 Apr 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## « 68 », produit du système scolaire et de ses transformations ?

Christelle Dormoy

L'intérêt renouvelé, ces dernières années, des sciences sociales pour la période des « années 1968 » a permis de rompre avec les images d'Épinal de « Mai 68 ». L'ouverture de la focale d'investigation notamment à la province et au monde du travail a en effet permis de rompre avec le quasi-monopole mémoriel du mai étudiant parisien. La mesure de l'ampleur et du caractère inouï de cette crise généralisée a ainsi été rendue possible, et l'interprétation de son sens complexifiée. La dimension, si ce n'est les racines, universitaires et plus largement scolaires de la « crise de 1968 » ne constituent toutefois pas pour autant un objet d'étude saturé. Suivant l'invitation de Bernard Lacroix, l'un des pionniers dans les tentatives d'explication sociologique des événements de « 68 »<sup>1</sup>, je souhaiterais proposer ici une contribution à la connaissance des liens réciproques entre la crise de 1968 et les transformations du système scolaire et de l'enseignement supérieur, en montrant le rôle de l'École et de ses acteurs dans le déclenchement et le déroulement de ce mouvement social sans précédent.

Il s'agira de montrer qu'au-delà de la saillance de la « question universitaire » au sein de l'agenda politique, portée par la mobilisation universitaire, l'évolution d'ensemble du système scolaire et notamment la forte augmentation des taux de scolarisation pour les générations nées à partir de 1946 constitue sans doute l'une des conditions de possibilité essentielle du phénomène de « crise du consentement et ruptures d'allégeance »<sup>2</sup>, encore appelé « crise des rapports d'autorité sociale »<sup>3</sup>, que divers auteurs s'accordent à reconnaître comme explicatif de la convergence de différentes crises sectorielles, aux temporalités propres, lors des mois de mai-juin 1968.

### Scolarisation et dispositions à la « prise de parole »<sup>4</sup>

Je fais l'hypothèse, en suivant B. Lacroix<sup>5</sup>, mais aussi Bernard Pudal<sup>6</sup> et Boris Gobille<sup>7</sup> dans sa lignée, que les transformations du système scolaire durant les années 1950-1960 ne sont pas sans lien avec cette amorce de « révolution » du printemps 1968 et qu'elles expliquent en

---

<sup>1</sup> Bernard Lacroix, « Les jeunes et l'utopie : transformations sociales et représentations collectives dans la France des années 1968 », in *Religion, société et politique. Mélanges en hommage à Jacques Ellul*, Paris, PUF, 1983, p. 719-742 ; « À contre-courant : le parti pris du réalisme », *Pouvoirs*, n° 39, 1986, p. 117-127 ; « Trente ans après comment expliquer Mai 68. D'aujourd'hui à hier et d'hier à aujourd'hui : le chercheur et son objet », *Scalpel. Cahiers de sociologie politique de Nanterre*, n° 4-5, 1999.

<sup>2</sup> Boris Gobille, « Mai-juin 68 : crise du consentement et ruptures d'allégeance », in Dominique Damamme, Boris Gobille, Frédérique Matonti, Bernard Pudal (dir.), *Mai-juin 68*, Ivry sur Seine, Les Éditions de l'Atelier, 2008, p. 15-34.

<sup>3</sup> Bernard Pudal, « "Le moment 68 en France" (éléments de problématique) », in Janick Marina Schaufelbuehl (dir.), *1968-1978 (Une décennie mouvementée en Suisse)*, Zurich, Chronos, Verlag, 2009, p. 53-66.

<sup>4</sup> Je fais ici référence à la fois au concept d'Albert Hirschman et aux propos de Michel de Certeau : Albert Hirschman, *Défection et prise de parole. Théorie et applications*, Paris, Fayard, 1995 ; Michel de Certeau, *La prise de parole et autres écrits politiques*, Paris, Le Seuil, « Point Essai », 1994 (1968), p. 34.

<sup>5</sup> B. Lacroix, « Les jeunes et l'utopie... », in *Religion, société et politique*, *op. cit.* ; « À contre-courant... », *art. cit.*.

<sup>6</sup> B. Pudal, « Ordre symbolique et système scolaire ... », in D. Damamme et al. (dir.), *Mai-juin 68*, *op. cit.*, p. 47-61 ; « "Le moment 68 en France"... », in J. M. Schaufelbuehl (dir.), *1968-1978 ...*, *op. cit.*.

<sup>7</sup> B. Gobille, « Mai-juin 68... », in D. Damamme et al. (dir.), *Mai-juin 68*, *op. cit.*.

partie pourquoi « les agents moteur du mouvement ont été les lycéens et les étudiants – en France il faut ajouter les jeunes ouvriers et employés »<sup>8</sup>.

Je gage donc que l'augmentation des taux de scolarisation et la prolongation des études de trois ans en moyenne pour les classes d'âge nées à partir de 1946<sup>9</sup> ont eu des incidences déterminantes sur leur rapport à la délégation, à la remise de soi – de moins en moins acceptées – et, plus largement, sur leur rapport à la politique et à l'ordre social, d'où un lien très étroit entre « génération scolaire » et « génération politique ». Les progrès de scolarisation considérables observés entre cette nouvelle génération scolaire et les précédentes sont en effet propices, d'après moi, à des dispositions critiques envers les aînés mais aussi vis-à-vis de l'ordre social, nourries de l'élargissement de l'accès à la culture « légitime ».

L'extension de la scolarisation s'accompagne en effet d'une diffusion au moins aussi grande d'une sorte d'injonction à la culture « légitime », dont la politique fait partie. Le sentiment d'incompétence politique diminuant avec l'augmentation du capital scolaire (d'où la mise en place de formations palliatives à destination des classes populaires dans les syndicats<sup>10</sup> et partis se revendiquant de la « classe ouvrière »<sup>11</sup> – « le militantisme, communiste évidemment mais chrétien tout autant, offre ainsi les voies d'une émancipation intellectuelle et d'un accès à la culture »<sup>12</sup>, rôle d'« université parallèle »<sup>13</sup> que rempliront à leur tour les organisations « gauchistes » du milieu des années 1960 aux années 1970), la compétence politique moyenne, au moins subjective<sup>14</sup>, a tendance à augmenter à mesure que la scolarisation se développe. La corrélation entre politisation, au sens d'attention et d'intérêt portés aux débats et activités politiques, et capital culturel et donc scolaire étant très forte, l'exclusion politique a ainsi tendance à se réduire pour les classes d'âges nées après-guerre. Se sentant plus concernés et mieux armés intellectuellement pour se préoccuper de politique, les « jeunes » ont alors tendance à remettre en cause la délégation politique. Plus largement, c'est la remise de soi sans condition qui est ébranlée, comme en témoigne la crise que connaissent alors les Églises catholique et protestante, particulièrement au niveau de leurs organisations de jeunesse.

Le développement de la fréquence et de la durée de scolarisation a pour conséquence durable une diffusion sans précédent du « modèle lettré » ou cultivé, et des « dispositions scolastiques » afférentes<sup>15</sup>. Sans présumer de la généralisation de ces dispositions ni des lectures et réceptions effectives auxquelles elles donnent lieu, concernant par exemple la

---

<sup>8</sup> Ingrid Gilcher-Holtey, « Éléments pour une histoire comparée de mai 68 en France et en Allemagne », *Scalpel. Cahiers de sociologie politique de Nanterre*, n° 4-5, 1999, p. 187-193, ici p. 187.

<sup>9</sup> Christelle Dormoy-Rajramanan, *Sociogenèse d'une invention institutionnelle : Le Centre Universitaire Expérimental de Vincennes*, Thèse de doctorat de l'Université Paris Nanterre, 2014, p. 80 et suivantes.

<sup>10</sup> Cédric Lomba et Julian Mischi parlent d'« une culture militante, notamment des “savoirs syndicaux”, indexée en partie sur une culture lettrée », transmise par la formation syndicale : Cédric Lomba, Julian Mischi, « Ouvriers et intellectuels face à l'ordre usinier », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 196-197, 2013, p. 4-19, ici p. 9.

<sup>11</sup> Partis « qui constituèrent longtemps des espaces de fréquentation entre des ouvriers et des intellectuels, en particulier des enseignants. Ceux-ci jouèrent un rôle important au sein de l'organisation socialiste et du PCF avec une présence significative des fractions les plus diplômées » : C. Lomba, J. Mischi, « Ouvriers et intellectuels... », *Ibidem.*, p. 15.

<sup>12</sup> Xavier Vigna, *Histoire des ouvriers en France au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Perrin, 2012, p. 219.

<sup>13</sup> Erik Neveu, « Le mystère du maoïsme breton », in Christian Bougeard, Vincent Porhel, Gilles Richard, Jacqueline Sainclivier (dir.), *L'Ouest dans les années 68*, Rennes, PUR, 2012, p.189-206, ici p. 206.

<sup>14</sup> Daniel Gaxie, *Le cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris, Éditions du Seuil, 1978.

<sup>15</sup> Gérard Mauger, Claude F. Poliak, Bernard Pudal, *Histoires de lecteurs*, Paris, Nathan, 1999.

littérature engagée<sup>16</sup>, quelques indices étayent l’hypothèse de cette diffusion du modèle lettré. Frédérique Matonti évoque ainsi le succès éditorial, durant les années 1960, d’ouvrages « difficiles » comme un signe de l’« augmentation du public cultivé » et de « l’appétit lettré »<sup>17</sup>. Ainsi, l’« allongement de la durée de scolarisation et, avec elle, la généralisation des prédispositions à la consommation culturelle, sont toutes au principe de la formation d’un marché culturel de la jeunesse »<sup>18</sup>, qui a des effets, en retour, sur la diffusion de la culture « légitime » – nous pensons en particulier au rôle du « livre de poche » qui fait son apparition à cette période. Les « jeunes » scolarisés deviennent ainsi, durant les années 1960, une cible privilégiée d’un ensemble de « productions symboliques (scientifiques, littéraires, artistiques) qui accompagnent, légitiment et orientent la critique sociale »<sup>19</sup>. Autrement dit, une certaine offre de produits culturels vient rencontrer les dispositions lettrées de cette nouvelle génération scolaire et apporte des grilles de lectures politiques à l’espèce de malaise diffus, de « sensibilité de crise » ou « sensibilité critique »<sup>20</sup>, caractéristique de l’incertitude quant à l’avenir social qui semble atteindre alors pour la première fois l’ensemble du milieu étudiant – touché par une démographie sans précédent qui s’accompagne de l’exacerbation de la compétition scolaire et de l’inflation des diplômes<sup>21</sup>.

Si l’expression « génération » est problématique sociologiquement, en gommant les autres principes d’identification et de structuration sociale<sup>22</sup>, et que l’accolement de certains adjectifs peut en partie en préciser le sens et en fonder la pertinence, avant de parler de génération « politique », nous parlerions donc de génération « scolaire ». Celle des années 1950-1960 comporte bien sûr des individus aux situations sociales très hétérogènes, plus encore qu’auparavant, toutefois leur lot commun est celui de « la compétition scolaire entre “héritiers”, “boursiers”, “nouveaux entrants” [qui] s’accroît, tandis que l’homogénéité sociale du groupe étudiant s’effrite »<sup>23</sup> et, conséquemment, celui de l’« accroissement de l’intensité des compétitions pour l’accès à la profession et de déclassement à court terme inévitable pour une partie des compétiteurs »<sup>24</sup>. Au sein de cette « nouvelle génération scolaire » – parmi laquelle les garçons nés entre 1950 et 1956 ont environ 8 fois plus de chances en moyenne que leurs pères d’accéder à la 6<sup>e</sup> et les filles 14 fois plus que leurs mères<sup>25</sup> –, le décalage en termes de fréquence et de durée de scolarisation entre parents et enfants est globalement très grand mais maximal parmi les classes moyennes et populaires, dont l’exclusion séculaire de l’enseignement secondaire-supérieur a alors tendance à se réduire ; le « cas-limite » du décalage entre générations quant à la scolarisation étant incarné par les filles issues des milieux populaires nées après-guerre et accédant à l’enseignement supérieur (le plus souvent pour des études de lettres et plus particulièrement de langues). La transmission des rôles sociaux, notamment genrés, d’une génération à l’autre en est rendue, me semble-t-il, plus

<sup>16</sup> Comme le rappelle B. Gobille (« La vocation d’hétérodoxie », in D. Damamme et al. (dir.), *Mai-juin 68*, op. cit., p. 274-294, ici p. 287), « l’on manque encore d’études fines sur les modes de lecture et les types de réception de cette circulation critique – du modèle lettré ou militant de la lecture approfondie, que l’on sait confiné, au mieux, à quelques cercles restreints, à l’ensemble des médiations qui en font flotter les contenus de façon impalpable et floue, mais de fait disponible à des investissements profanes plus larges ».

<sup>17</sup> Frédérique Matonti, « Structuralisme et prophétisme », in D. Damamme et al. (dir.), *Mai-juin 68*, op. cit., p. 172-185, voir p. 173-174.

<sup>18</sup> B. Gobille, « La vocation d’hétérodoxie », in *Ibidem.*, p. 283.

<sup>19</sup> B. Pudal, « “Le moment 68 en France”... », in J. M. Schaufelbuehl (dir.), *1968-1978 ...*, op. cit..

<sup>20</sup> B. Pudal, « Ordre symbolique et système scolaire... », in D. Damamme et al. (dir.), *Mai-juin 68*, op. cit..

<sup>21</sup> Jean-Claude Passeron, « L’inflation des diplômes. Remarques sur l’usage de quelques concepts analogiques en sociologie », *Revue française de sociologie*, vol. 23, n° 4, octobre-décembre 1982, p. 551-584.

<sup>22</sup> Karl Mannheim, *Le problème des générations*, Paris, Armand Colin, 2011.

<sup>23</sup> B. Pudal, « Ordre symbolique et système scolaire... », in D. Damamme et al. (dir.), *Mai-juin 68*, op. cit., p. 68.

<sup>24</sup> B. Lacroix, « Trente ans après... », art. cit., p. 159.

<sup>25</sup> C. Dormoy-Rajramanan, *Sociogenèse d’une invention institutionnelle...*, op. cit., p. 352.

compliquée, particulièrement en ce qui concerne les primo-accédants à l'enseignement secondaire-supérieur, donc parmi les classes « populaires ». Les « jeunes » – surtout ceux qui ne sont pas des « héritiers » – ont alors sans doute tendance à plus facilement s'identifier à leurs pairs qu'à leurs parents, créant les conditions de l'apparition d'une « culture jeune » relevée par des historiens et sociologues<sup>26</sup>.

On peut donc faire l'hypothèse, avec B. Pudal<sup>27</sup>, que les primo-accédants à l'enseignement secondaire-supérieur ont largement nourri les rangs des étudiants engagés et des militants politiques des années 1960-1970. Étudiant l'ancrage social du maoïsme breton à la fin des années 1960-début des années 1970, E. Neveu observe effectivement que :

« la sociographie des familles d'origine donne l'image d'un ancrage populaire dominant, de jeunes suivant une trajectoire ascendante via l'institution scolaire, trajectoire amplifiant souvent une petite promotion sociale des parents par rapport à la génération antérieure. Rapportés aux parcours scolaires des parents, ce sont aussi plus de 85 % des militants rencontrés qui sont les premiers dans leur famille à entrer à l'université, donnée qu'on associera au fait que la grande majorité d'entre eux ont des résultats scolaires supérieurs à la moyenne. [...] L'université fonctionne en tous cas comme un moment de resocialisation où ces étudiants, relevant le plus souvent du monde des « boursiers », vivent la torsion entre avoir été et être, être et que devenir ? »<sup>28</sup>.

Ces dispositions critiques, si elles concernent particulièrement les étudiants des « années 1968 », ne leur sont pas circonscrites : « Groupe social composite et éphémère, les étudiants ne sont pas non plus un groupe fermé. Ils ont des frères, des sœurs, des amis qui ne sont pas ou plus étudiants et qui partagent à différents degrés leurs tensions. Les cordes qu'ils vont faire vibrer ne seront pas sans échos dans toute la société »<sup>29</sup>.

D'autant plus que le milieu ouvrier est alors touché par une crise économique, notamment dans la sidérurgie, et connaît les premiers « plans sociaux » dans les années 1960 qui engendrent des mouvements de grève suivis et la montée de la crainte du chômage<sup>30</sup>.

A défaut d'analyser ici en quoi « Mai 68 a été le plus grand mouvement de masse de l'histoire de France, la grève la plus importante de l'histoire du mouvement ouvrier français et l'unique insurrection "générale" qu'aient connue les pays occidentaux surdéveloppés depuis la Seconde Guerre mondiale<sup>32</sup>, je pense ainsi que l'une de ses conditions de possibilité tient à la hausse générale du capital culturel « légitime » au sein de la société française, permise par l'expansion des taux de scolarisation durant les années 1950-1960. À la veille de Mai 68, l'enseignement technique a pris une place considérable dans la scolarisation des « jeunes », dont certains y trouvent non seulement une alternative à l'entrée précoce dans la vie active mais aussi une possibilité de poursuivre leurs études au-delà de la scolarité obligatoire. Ainsi,

---

<sup>26</sup> Même si, « par-delà les conflits de génération ou les disputes sur la politique, beaucoup de ces jeunes – et au premier chef les enfants d'ouvriers, d'agriculteurs, de milieux modestes – expriment aussi le sentiment de la dette, du respect, d'une forme de fidélité impérative aux mondes sociaux des parents » : E. Neveu, « Le mystère du maoïsme breton », in C. Bougeard et al. (dir.), *L'Ouest dans les années 68*, op. cit., p. 195.

<sup>27</sup> B. Pudal, « Ordre symbolique et système scolaire... », in D. Damamme et al. (dir.), *Mai-juin 68*, op. cit., p. 63.

<sup>28</sup> E. Neveu, « Le mystère du maoïsme breton », in C. Bougeard, *L'Ouest dans les années 68*, op. cit., p. 195.

<sup>29</sup> B. Pudal, « Ordre symbolique et système scolaire... », in D. Damamme et al. (dir.), *Mai-juin 68*, op. cit., p. 73.

<sup>30</sup> X. Vigna, *L'Insubordination ouvrière dans les années 68. Essai d'histoire politique des usines*, Rennes, PUR, 2007 ; *Histoire des ouvriers en France*, op. cit.. L'ANPE est d'ailleurs créée dès le 13 juillet 1967.

<sup>32</sup> Kristin Ross, *Mai 68 et ses vies ultérieures*, Paris, Éditions Complexe / Le Monde diplomatique, 2005, p. 10.

en 1954, seulement 16,3 % des enfants d'ouvriers entre 16 et 18 ans sont scolarisés, mais ce taux s'élève à 35,5 % en 1968. À cette date, par conséquent, plus d'un tiers des enfants d'ouvriers prolongent leur scolarité au-delà de l'âge obligatoire<sup>33</sup>.

Certains poursuivent même des études supérieures, y compris à l'Université (plus particulièrement dans les filières de lettres et sciences humaines, avant même celles d'Instituts Universitaires de Technologie [IUT]<sup>34</sup>) même si le taux d'accès à l'enseignement supérieur des bacheliers techniques reste bien moindre que celui des bacheliers généraux<sup>35</sup>. L'enseignement technique s'adresse alors essentiellement aux garçons qui, au début des années 1960<sup>36</sup>, représentent 88,2 % des élèves de lycées techniques et assimilés de l'enseignement public, et sont issus des classes moyennes et populaires (en 1959-1960, les enfants de personnels de service, d'ouvriers, d'employés et de cadres moyens représentent 64,10 % des élèves des lycées techniques et 70,3 % de ceux des centres d'apprentissage)<sup>38</sup>. Les formations qui sont proposées à ces élèves sont essentiellement manuelles et préparent à occuper des métiers affiliés à ceux de leurs milieux d'origine, ouvriers pour les hommes et employées pour les femmes<sup>39</sup>. La relation pédagogique y est d'ailleurs calquée sur le rapport de patrons à apprentis, et les élèves y sont tutoyés<sup>40</sup>. Il existe néanmoins des passerelles vers l'enseignement supérieur, ouvrant la voie d'une promotion sociale conséquente, grâce notamment à la section E (mathématiques et technique) du baccalauréat général. Elle semble toutefois plus constituer une seconde chance pour les plus dotés au départ qu'une réelle voie d'ascension sociale<sup>41</sup>. Formation pour enfants d'ouvriers et d'employés amenés à devenir ouvriers et employées, pour résumer à gros traits, l'enseignement technique est peu à peu passé des mains du patronat à celles de l'État. De l'atelier à l'école, les élèves y ont gagné la prolongation de leur statut d'élèves, devenant non plus « apprentis », c'est-à-dire salariés au plus bas de l'échelle, mais collégiens puis lycéens voire même étudiants de plein droit (notamment avec les Brevets de Technicien Supérieur [BTS] créés en 1951 et les IUT créés en 1966). Bien que souvent séparés des autres élèves – ceux de la voie « générale » –, dans des établissements distincts et par leurs origines et destinées sociales, ils en partagent ainsi la condition adolescente, bref moment de relative indétermination sociale. Le développement de l'enseignement technique post-obligatoire me semble ainsi avoir partie liée avec l'« insubordination ouvrière »<sup>42</sup> qui se donne notamment à voir dans les mouvements de grèves sauvages apparues dès 1964 et qui semblent plus particulièrement le fait d'ouvriers jeunes et plus dotés scolairement que leurs aînés. De même :

---

<sup>33</sup> X. Vigna, *Histoire des ouvriers en France*, op. cit., p. 223.

<sup>34</sup> Ainsi en 1973-1974, sur 100 bacheliers du technique de l'académie de Paris ayant accédé à l'Université, 26,3 % se sont orientés en lettres contre « seulement » 24,7 % en IUT (et 18,5 % en droit, 13,9 % en sciences économique et 11,5 % en sciences), source : Ministère de l'Éducation Nationale (Base Ac'Adoc), « Statistiques des étudiants inscrits dans les établissements universitaires. Enquête détaillée par fiches individuelles ; inscriptions dans un autre établissement. Public, 1973-74 », *Tableau statistique*, n° 4505, décembre 1974, p. 1-161.

<sup>35</sup> Ainsi en 1972-1973, il est respectivement de 50 % environ et de 87 %, source : *Ibidem*, « Orientation des bacheliers 1972 en 1972-1973 selon la série du baccalauréat », *Note d'information*, n° 38, novembre 1973, p. 1-5.

<sup>36</sup> Alain Girard, Roland Pressat, « L'origine sociale des élèves des classes de 6<sup>e</sup> », *Population*, vol. 17, n° 1, janvier-mars 1962 p. 9-23, voir p. 13.

<sup>38</sup> *Ibidem*, p. 20.

<sup>39</sup> Jacques Baudot, Claude Vimont, « Les titulaires d'un diplôme d'enseignement technique ou professionnel dans la population active en 1962 », *Population*, vol. 20, n° 5, septembre-octobre 1965, p. 763-784, ici p. 769.

<sup>40</sup> Jacques Narbonne, *De Gaulle et l'éducation. Une rencontre manquée*, Paris, Denoël, 1994, p. 262.

<sup>41</sup> Jean-Pierre Faguer, « Le baccalauréat "E" et le mythe du technicien », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 50, novembre 1983, p. 85-96, voir p. 86.

<sup>42</sup> X. Vigna, *L'Insubordination ouvrière...*, op. cit..

« les grèves de mai et juin semblent susciter un vif enthousiasme au sein de la jeunesse ouvrière. Il est probable qu'une certaine forme de solidarité générationnelle envers les étudiants facilite l'entrée dans l'action. Dès lors, les jeunes ouvriers semblent les plus entreprenants : souvent à l'initiative de la grève en mai, ils rechignent également davantage à reprendre le travail en juin »<sup>43</sup>.

Sans s'appesantir sur les débats sur le schème du « déclassement » – trop souvent pris dans le sens étroit de la mobilité sociale descendante alors que, chez Pierre Bourdieu au moins, il comprend aussi le « décalage structural entre les aspirations et les chances »<sup>44</sup>, autrement dit le « déclassement subjectif », compatible avec une mobilité sociale ascendante – il me semble utile de préciser que, s'il ne me semble pas invalidé, il ne peut pas pour autant constituer un principe explicatif de la crise étudiante de 1968, ou alors très partiel. En effet, parmi les étudiants, rares sont ceux qui ont alors déjà entamé leur carrière professionnelle au point de faire la découverte pratique de « cette impossible potentialité objective, sorte d'espérance ou de promesse trahie »<sup>45</sup> du système scolaire. Cependant, le spectre des « intellectuels frustrés »<sup>46</sup> qu'agitent les partisans d'une politique universitaire basée sur les principes de sélection-orientation, le pouvoir gaulliste en tête, ne sont pas sans conséquences sur les représentations des étudiants qui finissent, pour certains, par partager l'inquiétude des « débouchés », y compris au sein de l'Union des Etudiants Communistes (UEC) et de l'Union Nationale des Etudiants de France (UNEF)<sup>47</sup>. La « désillusion collective » comme principe explicatif de la crise de 1968 dont parle P. Bourdieu vaudrait donc, selon moi, plus pour les enseignants « subalternes » de l'enseignement supérieur (assistants et maîtres assistants), confrontés à la « crise de reproduction » et l'encombrement des carrières qui touchent les universitaires et rendent leurs perspectives d'évolution incertaines, pouvant leur faire craindre un « déclassement » plus ou moins subjectif<sup>48</sup> ; ainsi que pour les jeunes ouvriers et employés occupant des métiers équivalents à ceux de leurs parents dans la hiérarchie des postes, en dépit d'un capital scolaire plus important. Toutefois :

« les données quantitatives qui permettent aujourd'hui de retracer par exemple les carrières des titulaires de CAP à cette époque, invitent cependant à souligner davantage le rôle de promotion que ce diplôme professionnel a rempli. Christian Baudelot et Roger Establet soulignent ainsi qu'en 1969, 23 % des titulaires de CAP sont cadres et 14 % sont indépendants. De même, en 1969, 35 % des titulaires de CAP occupent un emploi d'ouvrier qualifié et 23 % un emploi salarié « hiérarchiquement supérieur ». Ce qui fait dire aux auteurs que plus de la moitié des titulaires de CAP

---

<sup>43</sup> *Ibidem*, p. 41.

<sup>44</sup> P. Bourdieu, « Classement, déclassement, reclassement », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 24, novembre 1978, p. 2-22, ici p. 9.

<sup>45</sup> *Ibidem*, p. 14.

<sup>46</sup> Voici, par exemple, une déclaration de l'époque du Président Directeur-Général de Kodak-Pathé : « Il n'est pas bon de vivre dans un pays où il y a un excédent de personnes hautement qualifiées, car en période de crise, une jeunesse qui a longtemps étudié et qui se trouve sans situation convenable, présente non seulement une perte sèche, étant donné les investissements faits, mais encore un risque pour l'ordre établi », citée par Geneviève Dreyfus-Armand, « D'un mouvement étudiant l'autre : la Sorbonne à la veille du 3 mai 1968 », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 11-13, 1988, p. 136-147, ici p. 137.

<sup>47</sup> C. Dormoy-Rajramanan, « L'ouverture de l'Université vers le monde extérieur autour de 1968 : entre consensus partiel, polarisation et compromis », *Formation emploi*, n° 132, 2015, p. 15-32.

<sup>48</sup> P. Bourdieu, *Homo academicus*, Paris, Éditions de Minuit, 1992 (1984) ; C. Dormoy-Rajramanan, *Sociogenèse d'une invention institutionnelle...*, *op. cit.*, p. 130-155.

« ont donc atteint ou dépassé leur but » et presque les trois quarts avec les indépendants, « dont le statut est très valorisé dans la classe ouvrière »<sup>49</sup>.

Parmi les ouvriers et employés, certaines catégories ont néanmoins plus de difficultés que d'autres à faire reconnaître leurs qualifications, particulièrement les femmes et les immigrés<sup>50</sup>. De ce fait, si le nombre d'ouvrières :

« passe de 1 485 000 à 1 832 000 entre 1962 et 1975 soit une progression de près de 350 000 ouvrières, de sorte que la part des femmes dans le groupe ouvrier croît légèrement de 21,6 % à 22,4 %. Cette croissance numérique ne signifie pas pour autant une amélioration des classifications, au contraire. En effet, le nombre d'ouvrières spécialisées et de manœuvres croît sensiblement entre 1962 et 1975 (passant respectivement de 629 000 à 790 000, et de 442 000 à 614 000), alors que le nombre d'hommes manœuvres diminue, notamment entre 1968 et 1975. Pis, le nombre d'ouvrières qualifiées régresse entre 1968 et 1975 passant de 428 000 à 402 000 unités. Ainsi, la féminisation relative de la main-d'œuvre industrielle s'est accompagnée d'un déclassement et d'un glissement général vers le bas. C'est sans doute que les nouvelles ouvrières, dans les zones nouvellement industrialisées, sont souvent peu qualifiées ; c'est aussi que leurs qualifications ne sont probablement pas reconnues. [...] La grande majorité des ouvrières est reléguée dans les basses classifications au point qu'en 1978 encore 80 % d'entre elles sont classées OS et manœuvres »<sup>51</sup>.

Or les ouvrières et les étrangers ont largement participé aux mouvements sociaux des années 1960-1970, dans les usines et au-delà, comme le soulignent notamment les études de X. Vigna ; le schème du déclassement subjectif comme principe explicatif de l'engagement semble ainsi pouvoir valoir pour ces catégories particulières d'ouvriers.

### **Des enseignés et enseignants, précurseurs du mouvement contestataire**

Si la crise de « Mai-Juin 1968 » ne peut être réduite à sa dimension universitaire, celle-ci nous intéresse ici au premier chef en tant que « première crise universitaire d'après-guerre de grande ampleur » et « l'un de ces désaveux en actes massifs, assez rares pour retenir l'attention, des perspectives que les autorités d'alors s'affairaient à promouvoir »<sup>52</sup>. La périodisation du « moment 68 » est évidemment un enjeu mémoriel puisque selon les signes avant-coureurs retenus, différents sens peuvent être attribués aux « événements ». Sans trancher la question, vaine, de leur commencement, la focalisation sur leur dimension universitaire m'a fait remonter aux années 1950-1960 au cours desquelles se met en place une nouvelle organisation scolaire<sup>53</sup>. L'adoption puis l'entrée en vigueur de la « réforme Fouchet » de l'enseignement supérieur suscitent contre elles une mobilisation universitaire et

---

<sup>49</sup> Christian Baudelot et Roger Estabiet, *Avoir 30 ans en 1968 et en 1998*, Paris, Éditions du Seuil, 2000, p. 148-149 cité par Philippe Alonzo et Cédric Hugrée, *Sociologie des classes populaires*, Paris, Armand Colin, 2010, p. 107.

<sup>50</sup> « La reconnaissance de la qualification du travail dans une classification constitue un enjeu important, devant lequel des ouvrières, souvent jeunes d'ailleurs en ces années, et les ouvriers immigrés sont les plus démunis. Dès lors, leur carrière, tendanciellement moins brillante, se heurte à un « plafond de verre », [...] la promotion des uns s'est accompagnée de la stagnation des autres dans les usines » X. Vigna, *Histoire des ouvriers en France*, *op. cit.*, p. 202.

<sup>51</sup> X. Vigna, *L'Insubordination ouvrière...*, *op. cit.*, p. 114-117.

<sup>52</sup> B. Lacroix, « Trente ans après... », *art. cit.*, p. 151-152.

<sup>53</sup> C. Dormoy-Rajramanan, *Sociogenèse d'une invention institutionnelle...*, *op. cit.*, p. 75-217.



lycéenne croissante qui se fait plus audible à partir de la rentrée 1967-1968, alors que la question des équivalences entre ancien et nouveau régime des études pose des problèmes concrets, et que le manque de personnel d'encadrement empêche la tenue effective de nombre d'enseignements ; problèmes auxquels s'ajoute le spectre de la « sélection » à l'entrée de l'Université dont l'échéance, selon les perspectives rendues publiques de la « réforme Peyrefitte », serait la rentrée suivante.

La poursuite de l'augmentation des effectifs étudiants, dont le rythme est maximal entre 1963 et 1968 avec un quasi doublement en seulement 5 ans<sup>54</sup>, rend leur accueil problématique, particulièrement dans les locaux limités de l'Université de Paris *intramuros*. Le 17 octobre 1967, « la rentrée de 11 000 étudiants de première année à la Faculté de droit de Paris est [ainsi] ajournée par manque de locaux »<sup>55</sup>. Les premières réactions consistent en un « meeting réunissant plus de 400 personnes pour protester contre les conditions de la rentrée et contre “toutes mesures d'élimination des étudiants” », tenu sur le campus de Nanterre, le 7 novembre 1967<sup>56</sup>. Suit une manifestation le 9 novembre 1967, jour de la rentrée solennelle de l'Université, qui rassemble, pour la première fois depuis la fin de la guerre d'Algérie, un nombre impressionnant de participants, plusieurs milliers, 5 000 participants à Paris<sup>57</sup>.

La semaine suivante voit l'« occupation par les étudiants de sociologie des amphithéâtres » de Nanterre et la formation de « comités enseignants-étudiants [...] en sociologie, philosophie et anglais ». À partir du 17 novembre, y commence une grève de 10 jours, initiée par des « professeurs et étudiants du département de sociologie [...] qui va s'étendre à tous les départements (pour des équivalences entre anciennes et nouvelles licences, contre la réduction des effectifs en TP, pour une représentation étudiante à l'Assemblée de Faculté) [...]. Le mouvement se termine sur la constitution d'une commission mixte (étudiants/professeurs) chargée d'élaborer les propositions communes à soumettre au ministre »<sup>58</sup>.

Cette « agitation » nanterroise a des échos à la Sorbonne où « le 18 novembre, des étudiants entrent en force à l'Assemblée de Faculté, signe de tension latente ; les interventions des représentants de l'UNEF se multiplient dans les amphithéâtres et les salles de travaux pratiques et il n'est pas de jour où une délégation ne porte ses doléances au secrétaire général »<sup>59</sup>.

Une forme de front syndical continue de s'organiser au-delà de la manifestation de rentrée avec, à Nanterre par exemple, le vote du Syndicat Général de l'Éducation nationale (SGEN) et du Syndicat National de l'Enseignement Supérieur (SNESup), le 28 novembre, du « principe d'une grève début décembre si des crédits supplémentaires ne sont pas accordés à la Faculté, notamment pour la bibliothèque ». Surtout, du 11 au 16 décembre, une « semaine d'action [est] organisée par l'UNEF dans toute la France à laquelle s'associe le SNESup »<sup>60</sup>. La rentrée universitaire de 1967 est donc l'occasion des premières mobilisations contre la politique universitaire en cours et à venir – Peyrefitte ayant commencé à évoquer la question de la sélection dans ses discours publics dès l'automne 1967. Elles sont d'abord initiées par

---

<sup>54</sup> *Ibidem*, p. 90.

<sup>55</sup> Monique Suzzoni, « Chronologie générale », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 11-13, 1988, p. 284-303, ici p. 286.

<sup>56</sup> Danièle Le Cornu, Rachel Mazuy, « Chronologie des événements à Nanterre en 1967-1968 », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 11-13, 1988, p.133-135, ici p. 134.

<sup>57</sup> M. Suzzoni, « Chronologie générale », *art. cit.*, p. 286.

<sup>58</sup> D. Le Cornu, R. Mazuy, « Chronologie des événements... », *art. cit.*, p. 134.

<sup>59</sup> G. Dreyfus-Armand, « D'un mouvement étudiant l'autre... », *art. cit.*, p. 138.

<sup>60</sup> D. Le Cornu, R. Mazuy, « Chronologie des événements... », *art. cit.*, p. 134.

les organisations syndicales de gauche, étudiantes (UNEF) mais aussi enseignantes (SGEN et SNESup), tout en agrégeant des « non organisés », rapidement – si ce n'est d'entrée – majoritaires. D'ailleurs nombre de témoignages et d'analyses insistent sur l'état moribond des structures syndicales étudiantes à l'époque<sup>61</sup>.

La « contestation » dépasse le cadre strictement universitaire, en restant néanmoins scolaire, avec la création des Comités d'Action Lycéens (CAL) à l'automne 1967 qui dénoncent les « lycées casernes »<sup>64</sup> et dont la mobilisation commence à être plus visible à partir de janvier 1968 – ils seraient en partie une émanation de la Jeunesse Communiste Révolutionnaire (JCR), l'un des courants scissionnistes de l'UEC. La nouvelle année civile commence, en outre, par des « affrontements à la Faculté de Nanterre »<sup>65</sup> avec notamment une manifestation déclenchée, le 26 janvier, par quelques militants anarchistes, étudiants de sociologie. On est alors encore loin d'un mouvement de masse, associant largement étudiants et enseignants. Le 14 février, la mobilisation en faveur de la libre circulation entre les bâtiments féminins et masculins des résidences universitaires est une nouvelle fois reconduite dans plusieurs villes universitaires – les précédents remontent à l'année antérieure à Nanterre mais auraient commencé dès 1962 à Antony<sup>66</sup>.

L'amorce de la contestation universitaire ne semble pas alors de taille à faire reculer le pouvoir politique et les universitaires qui partagent le dessein de la « sélection ». Ainsi, le 21 février 1968, « les Doyens de Facultés des sciences se prononcent en faveur d'une "orientation sélective" à l'entrée des Facultés »<sup>67</sup>. Dès le lendemain, l'UEC de Nanterre fait la « critique de la politique de ségrégation sociale dans les résidences universitaires, inadaptation de l'enseignement aux besoins du pays, de l'interdiction des activités politiques »<sup>68</sup>. Quatre jours plus tard, le second degré se mobilise au-delà des CAL avec la « grève des enseignants et des élèves en Zone A, contre les mesures d'orientation »<sup>69</sup>.

La dynamique de la mobilisation<sup>70</sup> allant dans le sens d'un élargissement des troupes et d'une intensification des actions, une « manifestation de l'UNEF [...] pour de nouvelles constructions universitaires et problèmes de résidences »<sup>71</sup> est lancée pour le 14 mars et « malgré son impréparation, réunit 6 à 7 000 étudiants »<sup>72</sup>. Le même jour, des « étudiants entrent en force à la faculté des sciences [de Paris], ils envahissent les cours et crient des slogans hostiles au plan Fouchet et au doyen Zamansky »<sup>73</sup>. Une semaine après, l'arrestation de militants étudiants mobilisés contre la guerre du Vietnam – dont certains de Nanterre – qui

---

<sup>61</sup> Alain Monchablon, « L'UNEF avant mai. En attendant le miracle », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 11-13, 1988, p. 87-91 ; G. Dreyfus-Armand, « D'un mouvement étudiant l'autre... », *art. cit.*, p. 145 ; G. Dreyfus-Armand, Jean-François Godchau, « Le syndicalisme étudiant à Nanterre. Entretien avec Jean-François Godchau », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 11-13, 1988, p. 105-109, voir p. 108 ; Didier Fischer, *L'histoire des étudiants en France, de 1945 à nos jours*, Paris, Flammarion, 2000, p. 321 et suivantes.

<sup>64</sup> Didier Leschi, « Mai 68 et le mouvement lycéen », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n°11-13, 1988, p. 260-264, ici p. 260.

<sup>65</sup> M. Suzzoni, « Chronologie générale », *art. cit.*, p. 286.

<sup>66</sup> Michelle Zancarini-Fournel, « Récit. Le champ des possibles », in Philippe Artières, Michelle Zancarini-Fournel (dir.), *68 une histoire collective, 1962-1981*, Paris, La Découverte, 2008, p. 17-55, voir p. 50.

<sup>67</sup> M. Suzzoni, « Chronologie générale », *art. cit.*, p. 287.

<sup>68</sup> D. Le Cornu, R. Mazuy, « Chronologie des événements... », *art. cit.*, p. 134.

<sup>69</sup> M. Suzzoni, « Chronologie générale », *art. cit.*, p. 287.

<sup>70</sup> Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques : la dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris, Presses de la FNSP, 1992 (1986).

<sup>71</sup> D. Le Cornu, R. Mazuy, « Chronologie des événements... », *art. cit.*, p. 135.

<sup>72</sup> G. Dreyfus-Armand, « D'un mouvement étudiant l'autre... », *art. cit.*, p. 138.

<sup>73</sup> Archives Nationales (Paris), Fonds du Secrétariat général (Ministère de l'Éducation nationale), 19870191/9.

avaient dégradé un guichet de l'*American Express*<sup>74</sup>, provoque l'occupation du bâtiment administratif de l'Université de Nanterre dans la nuit du 22 mars, par environ 120 étudiants, de différentes obédiences politiques dont une part non négligeable de « non organisés », dont certains seront à l'origine du « mouvement du 22 mars ». Les étudiants, qui ne seront jamais unanimes et loin de tous soutenir le mouvement contestataire, sont alors encore des plus divisés et les plus rétifs à cette mobilisation se sentent encore suffisamment en position de force pour que, le 27 mars à Nanterre, « des délégués étudiants de français, allemand, italien, espagnol et anglais critiquent les “contestateurs” »<sup>74</sup>.

Toutefois, le seuil déjà atteint par la mobilisation produit en retour des effets auto-renforçants<sup>75</sup> et on assiste ainsi au « passage d'une situation dans laquelle l'offre de biens de salut politique des organisations militantes en milieu étudiant n'intéresse pas grand monde, à cette situation où sous l'effet de la mobilisation, sous l'effet de l'obligation de se situer et peut-être de prendre parti, les organisations et les visions du monde qu'elles proposent trouvent crédit et audience, les groupes recrutent de sorte que la situation en tant que telle se transforme »<sup>76</sup>.

La dynamique ascensionnelle de la mobilisation – à laquelle la « répression » n'est pas étrangère – est donc quasi exponentielle par ses effets politisants et polarisants, alimentant une certaine radicalisation. D'ailleurs, on observe alors une extension des revendications au-delà des seules questions universitaires.

A partir du 29 mars 1968, à Nanterre, des réunions de travail sont initiées par le Mouvement du 22 mars sur des thèmes universitaires tels que « l'Université critique » inspirée du modèle berlinois – d'ailleurs le 1<sup>er</sup> avril est organisé un meeting avec un dirigeant du Sozialistischer Deutscher Studentenbund (SDS) allemand (K. Wolf) –, mais aussi sur des thèmes anti-impérialistes. La dynamique de mobilisation est telle que, en ce tout début avril, « les étudiants en sociologie de 2<sup>e</sup> année du 1<sup>er</sup> cycle décident à la majorité de boycotter leurs examens partiels » et « 1 500 personnes participent à l'assemblée générale du Mouvement du 22 mars qui annonce une journée sur les thèmes des pays de l'Est, de l'Université critique et de l'anti-impérialisme »<sup>77</sup>.

Si les étudiants commencent alors à se mobiliser très largement en faveur de la « contestation », les enseignants incarnant le pouvoir universitaire institutionnel sont encore persuadés de pouvoir défendre leurs prérogatives. Ainsi le 29 avril, le conseil universitaire de Nanterre se réunit et déclare que « le corps enseignant unanime exprime sa détermination d'assurer le déroulement des examens dans les formes régulières »<sup>78</sup>. Le corps enseignant est pourtant loin d'être à l'unisson puisque, rien qu'à Nanterre, il s'en trouve pour soutenir les étudiants dans leur remise en cause de la politique scolaire et même de la « société de consommation » plus largement, notamment Henri Lefebvre<sup>79</sup>, professeur de sociologie, et Hélène Cixous<sup>80</sup>, alors chargée d'enseignement en anglais, tous deux membres de droit du

---

<sup>74</sup> G. Dreyfus-Armand, « D'un mouvement étudiant l'autre... », *art. cit.*, p. 138.

<sup>75</sup> Pour diverses analyses et illustrations historiques de ce phénomène, voir notamment : M. Dobry, *Sociologie des crises politiques*, *op. cit.* ; Timothy Tackett, *Par la volonté du peuple. Comment les députés de 1789 sont devenus révolutionnaires*, Paris, Albin Michel, 1997 ; Annie Collovald, Brigitte Gaïti (dir.), *La démocratie aux extrêmes. Sur la radicalisation politique*, Paris, La Dispute, 2006.

<sup>76</sup> B. Lacroix, « Trente ans après... », *art. cit.*, p. 165.

<sup>77</sup> D. Le Cornu, R. Mazuy, « Chronologie des événements... », *art. cit.*, p. 135.

<sup>78</sup> *Ibidem*.

<sup>79</sup> Henri Lefebvre, *Le temps des méprises*, Paris, Stock, 1975, p. 120.

<sup>80</sup> Entretien avec l'auteure, le 26 avril 2008.

conseil d'Université en tant qu'enseignants de « rangs A ». P. Vidal-Naquet insinue, en outre, dans ses mémoires, que Jean-François Lyotard, alors maître-assistant en philosophie à Nanterre, aurait été l'auteur d'au moins un tract du Mouvement du 22 mars<sup>81</sup>. Au-delà des cas individuels, le SNESup sera solidaire de toutes les manifestations universitaires, son secrétaire général Alain Geismar allant même jusqu'à se lier personnellement au Mouvement du 22 mars puis, après avoir renoncé à ses fonctions syndicales, à la Gauche Prolétarienne, réviviscence de l'Union des Jeunes Communistes Marxistes-Léninistes (UJCml). Une partie des syndicalistes du SGEN semble aussi avoir soutenu le mouvement, mais elle semble « minoritaire », Paul Vignaux, secrétaire du syndicat, étant « lui-même sceptique à l'égard des thèmes portés par le Mouvement de mai, tels que l'autogestion ou la contestation radicale de l'école »<sup>82</sup>. Concernant les enseignants des autres ordres d'enseignement, « les organisations enseignantes sortiront pour la plupart ébranlées des "événements" », dont on mesure ainsi l'ancrage dans le milieu scolaire qui en constitue l'épicentre :

« dans le premier degré, moins mobilisé que l'enseignement secondaire et supérieur, le SNI [Syndicat national des instituteurs] est d'autant plus prudent qu'il mesure l'écart existant entre Paris et la province. La remise en cause de l'école et des rapports enseignants-enseignés, relayés par certains militants d'extrême gauche et par ceux du SGEN, l'incite à demeurer méfiant. Puis, lorsque le mouvement se généralise, il reprend son rôle habituel de liaison entre les confédérations. Le second degré, général et technique, est beaucoup plus touché par la contestation. Les oppositions internes y sont également plus vives et parcourent les différentes organisations. Les syndicats de la FEN [Fédération de l'Éducation nationale] se montrent néanmoins particulièrement actifs »<sup>83</sup>.

Après la fermeture de Nanterre sur décision du doyen Pierre Grappin, le 3 mai, « les événements de Nanterre et de la Sorbonne convergent »<sup>84</sup>. La « crise universitaire » prend alors une ampleur inédite. « Qualifiés souvent de répliques à l'agitation parisienne, les événements provinciaux ont aussi leur propre dynamique »<sup>85</sup>. L'évolution de la mobilisation est alors, plus que jamais, incrémentielle, nourrie des « réactions spontanées et massives qui allaient s'opposer – en s'amplifiant les jours suivants – à la répression du mouvement »<sup>86</sup>. Un processus de « déssectorisation »<sup>87</sup> s'enclenche alors, synchronisant diverses crises sectorielles aux temporalités jusque-là propres. Ainsi, dès le :

« jeudi 16 mai, des mots d'ordre de boycott et de report d'examens sont lancés. A la Sorbonne, des assemblées se tiennent nuit et jour. A. Sauvageot présente le

---

<sup>81</sup> « "Votre lutte est la nôtre" disait aux ouvriers un tract du Mouvement du 22 mars plus ou moins rédigé par Lyotard » : Pierre Vidal-Naquet, *Mémoires*, volume 2 : *Le trouble et la lumière 1955-1998*, Paris, Éditions du Seuil-La découverte, 2007, p. 290-291.

<sup>82</sup> Bertrand Geay, *Le syndicalisme enseignant*, Paris, La Découverte, 2005, p. 71.

<sup>83</sup> *Ibidem*, p. 77.

<sup>84</sup> G. Dreyfus-Armand, « D'un mouvement étudiant l'autre... », *art. cit.*, p. 146.

<sup>85</sup> D. Fischer, *L'histoire des étudiants en France...*, *op. cit.*, p. 402. Voir à ce propos les monographies qui concernent les mobilisations universitaires de Toulouse, Caen et Lille : Christine Faure, « Mai 1968 à Toulouse : le Mouvement du 25 avril », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 11-13, 1988, p. 200-204 ; Gérard Lange, « L'exemple caennais », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 11-13, 1988, p. 205-213 ; Jean-François Condette, « "Autour de mai 1968" : de la faculté des Lettres à l'Université de Lille 3 : une mutation accélérée (1968-1970) », *Revue du Nord*, n° 359, 2005, p. 139-176.

<sup>86</sup> G. Dreyfus-Armand, « D'un mouvement étudiant l'autre... », *art. cit.*, p. 147.

<sup>87</sup> M. Dobry, *Sociologie des crises politiques*, *op. cit.*.

programme de l'UNEF : un "pouvoir étudiant", l'autonomie des facultés, l'extension de la lutte vers les arts et l'information, la jonction entre ouvriers et étudiants. Les premières grèves commencent à la SNCF [...]. Lundi 20 mai, la grève est quasi totale. On avance le chiffre de 10 millions de travailleurs en grève »<sup>88</sup>.

Après le recul du Premier ministre Georges Pompidou rentrant d'Afghanistan qui « rouvre la Sorbonne », promet la libération des étudiants et se déclare « prêt à l'apaisement » (allocution télévisée du 11 mai), l'occupation de la Sorbonne<sup>89</sup> et de toutes les facultés françaises crée un état de fait sans précédent où les problèmes universitaires se trouvent bientôt noyés mais aussi amplifiés et transfigurés dans une situation quasi révolutionnaire<sup>90</sup>.

### **D'une minorité militante au « mouvement de masse » : le processus d'élargissement de la politisation universitaire**

Comme le rappelait avec justesse Daniel Bensaïd, il faut prendre garde à ne pas reproduire « la confusion qui s'instaure maintenant entre la politisation postérieure à 68 et ce qui se passait avant, qui était quand même largement minoritaire »<sup>91</sup>. C'est la dynamique même du mouvement social de mai-juin 1968 qui va avoir des effets sur le rapport à la politique des étudiants, « la co-occurrence et la coexistence de mobilisations hétérogènes » ayant des « effets de politisation extraordinaires »<sup>92</sup>. Les analyses et témoignages concordent, en effet, pour dire que le militantisme au sein du milieu universitaire était des plus minoritaires au début de l'année 1967-1968. Nous avons rappelé précédemment le manque de maîtrise de l'UNEF sur les événements et son état « moribond », rassemblant alors moins de 10 % des effectifs étudiants et déchirée par des luttes intestines qui ne faisaient sens qu'auprès de quelques initiés, les plus politisés. Ceux-là, composés notamment des représentants de chaque « groupe d'étude », forment une sorte d'« avant-garde » politique au sein de laquelle l'interconnaissance est forte et la concurrence pour le leadership étudiant exacerbée.

La tendance générale est alors celle d'une appétence pour la participation aux groupements politiques plus prononcée chez les étudiants issus des milieux les plus dotés à la fois en capital économique et culturel, avec une inégalité genrée très prononcée. Yvette Delsaut montre en effet, grâce à une enquête réalisée en 1965 auprès de 2 300 étudiants des facultés de lettres et sciences humaines de Paris et de province, portant sur leur activisme politique, que :

« c'est chez les filles, chez les étudiants originaires des classes moyennes et populaires et chez les provinciaux qu'on trouve le plus d'individus se classant dans la catégorie "indifférent" lorsqu'il leur est demandé de se classer selon leur degré de participation aux groupements politiques [...] 28 % de filles se déclarent indifférentes à toute participation politique (25 % des filles ne répondant pas à la question) contre 20 % de garçons (18 % de garçons laissant la question sans réponse) tandis que seuls 18 % de

---

<sup>88</sup> B. Pudal, « Les événements de mai-juin 1968 : bref récit chronologique », in D. Damamme et al. (dir.), *Mai-juin 68, op. cit.*, p. 189-194, ici p. 192.

<sup>89</sup> Qui allait durer un mois et demi : G. Dreyfus-Armand, Madeleine Rébérioux, « La Sorbonne occupée. Entretien avec Madeleine Rébérioux », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 11-13, 1988, p. 154-159.

<sup>90</sup> J.-C. Passeron, « 1950-1980 : L'université mise à la question : changement de décor ou changement de cap ? », in Jacques Verger (dir.), *Histoire des universités en France*, Toulouse, Privat, 1986, p. 367-420, ici p. 379.

<sup>91</sup> G. Dreyfus-Armand, Daniel Bensaïd, « Ni mythifier ni minimiser. Entretien avec Daniel Bensaïd », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 11-13, 1988, p. 265-268, ici p. 265.

<sup>92</sup> B. Lacroix, « Trente ans après... », *art. cit.*, p. 164.

Parisiens (contre 28 % de provinciaux) et 15 % de fils de professeurs (contre 30 % de fils d'ouvriers par exemple) adoptent la même attitude »<sup>93</sup>.

La surreprésentation des hommes issus de milieux « bourgeois » parmi les étudiants inscrits en licence de philosophie (21 % contre 12,8 % en moyenne au sein de l'ensemble des étudiants inscrits en licence de lettres et sciences humaines au début des années 1960), de sociologie (20,9 %), d'histoire (19 %), de lettres classiques (16 %) et de géographie (13,9 %), ferait donc de ces sections disciplinaires des terreaux propices à l'activisme politique, ce qui semble confirmé par l'ancrage disciplinaire de la mobilisation universitaire à la Sorbonne en mai-juin 1968<sup>94</sup>.

Globalement, néanmoins, les véritables militants politiques sont très minoritaires parmi les étudiants à la veille des événements de « 68 ». Je fais l'hypothèse que cette politisation exponentielle du milieu étudiant au cours des événements et à leur suite va ainsi ouvrir le recrutement des groupes politiques étudiants, à la fois sur le plan social, scolaire et aussi genré – le doyen de Nanterre témoigne ainsi, en le déplorant, qu'« on pouvait observer alors la transformation en peu de jours, de jeunes étudiantes jusqu'ici contentes de leur sort, en agitatrices exaltées »<sup>95</sup>. On pourrait alors parler d'un processus de « radicalisation » du milieu étudiant. Toutefois, il nous paraît plus judicieux de parler d'un élargissement de la politisation, son extension auprès d'un public initialement moins politisé, et donc aussi moins au fait des productions théorico-politiques « critiques », ne s'accompagnant pas forcément d'un engagement « radical » de grande intensité. Ainsi, les « néo-militants » étudiants ont probablement plus facilement alimenté les débats portant sur la réforme de l'Université, laissant les tentatives de changements plus « révolutionnaires » de la société aux militants les plus aguerris. Ainsi, une certaine « dualité des registres d'action, immédiatement relevée pendant les événements, entre une "Commune étudiante", investie dans les débats sur la réforme universitaire, et une "Commune politique" aux objectifs plus globaux (militants trotskistes, de l'UJCML, des comités d'action) »<sup>96</sup>. Cette relative dualité est toutefois à nuancer :

« dans la mesure où le terrain universitaire et le terrain politique se superposent largement et où les attentes et les perspectives des étudiants les moins politisés évoluent au cours des mois de mai et juin : au fil des jours, le champ des perspectives s'élargit et le niveau des attentes grandit. Des mots et des mots d'ordre qui étaient jusqu'alors restés inaudibles ou sans grande signification, gagnent tout d'un coup en plausibilité. Dans le cours même des événements, l'UNEF, le SNESup, les comités d'action dénoncent "l'Université bourgeoise" et érigent l'Université en lieu de la lutte des classes »<sup>97</sup>.

La possibilité d'un engagement « radical » de grande intensité augmente effectivement, indéniablement, sous l'effet de la diffusion de cette offre de politisation ; contribuant,

---

<sup>93</sup> Yvette Delsaut, « Les opinions politiques dans le système des attitudes. Les étudiants en lettres et la politique », *Revue française de sociologie*, vol. 11, n° 1, janvier-mars 1970, p. 45-64, ici p. 48.

<sup>94</sup> Jean Maitron, Jean-Claude Perrot, Michelle Perrot, M. Rébérioux, « La Sorbonne par elle-même : Mai-Juin 1968 », *Le Mouvement social*, n° 64, juillet-septembre 1968 ; C. Dormoy-Rajramanan, *Sociogenèse d'une invention institutionnelle...*, *op. cit.*, p. 440-466.

<sup>95</sup> G. Dreyfus-Armand, Pierre Grappin, « La faculté de Nanterre de 1964 à 1968. Entretien avec Pierre Grappin », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 11-13, 1988, p. 100-104, ici p. 104.

<sup>96</sup> D. Damamme, « Laboratoires de la réforme pédagogique », in D. Damamme et al. (dir.), *Mai-juin 68, op. cit.*, p. 245-258.

<sup>97</sup> *Ibidem*.

incidemment, à la diffusion croissante de certaines productions symboliques critiques. Alors, « les militants engagés, peut-être dans la confusion la plus totale, ne lisaient pas seulement Marx, Lénine, Trotsky, Mao, mais lisaient aussi Marcuse et Reich »<sup>98</sup> ; ce qui explique les pics de vente de certains livres enregistrés en mai-juin 1968. Kristin Ross évoque une augmentation de 40 % des ventes de la librairie militante Maspero, *La joie de lire*, et le fait que « la traduction française de *One Dimensional Man (L'Homme unidimensionnel)* de Marcuse a été publiée pendant Mai 1968 et vendue à 350 000 exemplaires en deux mois ; à la fin juin, le Drugstore Saint-Germain en vendait 500 exemplaires par jour »<sup>99</sup>.

D'autres ouvrages connaissent aussi un succès particulier, tels que celui de Prosper-Olivier Lissagaray sur la Commune de Paris réédité en 1967 dans la Petite Collection Maspero.

« Mavis Gallant rapporte dans sa chronique de mai et juin 1968 que, pendant ces deux mois, on ne trouvait plus un seul livre sur la Commune de Paris dans les librairies de la capitale et que tous ses amis étaient soudain plongés dans la lecture de Lissagaray et d'autres essais historiques sur les développements, puis l'effondrement de la Commune »<sup>100</sup>.

\*  
\*\*

Les « événements » de mai-juin 1968 sont loin de se circonscrire à une crise universitaire ou même scolaire, en atteste notamment la grève générale qui toucha alors le monde du travail dans son ensemble, d'une durée et d'une ampleur inédites et jamais plus atteintes depuis. Le refus de « l'aliénation », de l'« exploitation », de la « soumission » de plus en plus prégnant, notamment chez les jeunes, y compris femmes et immigrés, se serait-il ainsi diffusé sans certains « passeurs » de théories critiques, dotés de dispositions lettrées ? Les liens entre militantisme politique et capital culturel « légitime » sont ainsi à penser mais de façon moins unilatérale que dans une perspective intellectuelo-centrée<sup>101</sup>.

Les exemples seraient à multiplier alors même qu'une série d'institutions avaient pour objectif de diffuser « la » culture auprès des populations qui en étaient les moins familières : des associations telles que *Peuple et culture* et, sans doute plus encore, le réseau des Maisons des Jeunes et de la Culture (MJC) « dont le nombre triple entre 1959 et 1965 pour atteindre alors l'effectif de 539 maisons »<sup>102</sup> ; sans oublier le rôle plus ancien du Parti Communiste Français (PCF) – qui lance en 1950 sa « bataille du livre » – et de syndicats tels que la Confédération générale du travail (CGT) dans des « prescriptions culturelles » à destination

---

<sup>98</sup> G. Dreyfus-Armand, J.-F. Godchau, « Le syndicalisme étudiant à Nanterre... », *art. cit.*, p. 106.

<sup>99</sup> K. Ross, *Mai 68 et ses vies ultérieures*, *op. cit.*, p. 224, citant Patrick Combes, *La littérature et le mouvement de Mai 68. Écriture, mythes, critique, écrivains, 1968-1981*, Paris, Seghers, 1981.

<sup>100</sup> *Ibidem*, p. 217.

<sup>101</sup> Voir notamment : Lilian Mathieu, « L'engagement enseignant des soixante-huitards », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 240, décembre 2021, p. 14-29 ; Nicolas Hatzfeld, Cédric Lomba, « Unité ouvriers-étudiants : quelles pratiques derrière le mot d'ordre ? Retour sur Besançon en 1968 », *Savoir/agir*, n° 6, novembre 2008, p. 41-48, voir p. 45-46.

<sup>102</sup> Laurent Besse, *Les MJC de l'été des blousons noirs à l'été des Minguettes, 1959-1981*, Rennes, PUR, 2008, cité par Antoine Prost, *Du changement dans l'école. Les réformes de l'éducation de 1936 à nos jours*, Paris, Éditions du Seuil, 2013, p. 144.

du monde ouvrier, notamment de lectures, à travers les bibliothèques de comités d'entreprise, par exemple<sup>103</sup>.

Si les transformations morphologiques et symboliques du système scolaire<sup>104</sup> n'épuisent donc pas l'explication des différentes crises sectorielles qui convergent en mai-juin 1968, elles nous semblent néanmoins en constituer une condition de possibilité essentielle. L'augmentation du capital culturel moyen des Français qui a découlé de l'augmentation des taux de scolarisation et de la prolongation de la durée des études n'a pas seulement créé les conditions de l'expérience du « déclassé » subjectif, elle a plus largement fondé des dispositions à la lecture et aux pratiques culturelles « légitimes », et donc aussi à la politique.

Les organisations politiques traditionnelles, notamment dévolues aux classes moyennes et populaires, s'en sont trouvées à la fois renforcées, par l'élargissement de leur vivier militant potentiel, mais aussi ébranlées par la remise en cause de leur « autorité pédagogique »<sup>105</sup>, fondée sur une distance culturelle qui tend à se réduire entre hiérarques et militants de base. Les crises qui traversent le PCF au cours des années 1960 en témoignent, ainsi que celles qui touchent la Jeunesse Ouvrière Chrétienne (JOC) et la Jeunesse Agricole Catholique (JAC) ou d'autres organisations confessionnelles, à la même période. On peut y trouver l'explication suivante :

« la division du travail politique varie en fonction du volume global du capital économique et culturel accumulé dans une formation sociale déterminée (son « niveau de développement ») et aussi de la structure, plus ou moins dissymétrique, de la distribution de ce capital, particulièrement culturel. C'est ainsi que la généralisation de l'accès à l'enseignement secondaire a été au principe d'un ensemble de transformations de la relation entre les partis et leurs militants ou leurs électeurs »<sup>106</sup>.

La crise de 1968, pour autant qu'on puisse lui prêter des explications étiologiques, ici scolaires, n'en a pas moins une efficacité propre. La dynamique de mobilisation et le processus de radicalisation qui ont cours en mai-juin sont consubstantiels d'une diffusion de cadres interprétatifs de l'ordre social empruntés à différentes théories critiques, ainsi largement retraduites, et qui circulent au gré des réseaux et des rencontres plus ou moins fortuites. Ceci explique pourquoi nombre d'individus vont alors être politisés et entrer en militantisme ou bien l'inverse puisque « la politisation n'est pas seulement – et pas toujours – une condition préalable à l'engagement, mais aussi un de ses produits »<sup>107</sup>. C'est plus particulièrement le cas des femmes – qui forment la grande majorité des étudiants de lettres (les deux tiers à Paris) –, généralement plus éloignées que les hommes de la politique. Une « génération politique » va ainsi naître des « événements », alimentant la vie politique et militante des années 1970 et, pour certains, bien au-delà. Plus largement, c'est une proportion bien plus grande de la population qui est touchée par :

---

<sup>103</sup> Nathalie Ponsard, « Quand l'histoire socioculturelle est aussi histoire orale. L'exemple des pratiques de lecture dans une communauté d'ouvriers des années 30 à nos jours », *Genèses*, n° 48, 2002, p. 100-114 ; « Histoire de lecteurs ouvriers stéphanois des années 1930 à nos jours : un autre "voyage en culture ouvrière" ? », *Le Mouvement Social*, n° 205, 2003/4, p. 61-86.

<sup>104</sup> C. Dormoy-Rajramanan, *Sociogenèse d'une invention institutionnelle...*, *op. cit.*, p. 80-161.

<sup>105</sup> P. Bourdieu, J.-C. Passeron, *La reproduction. Éléments pour une théorie du système d'enseignement*, Paris, Éditions de Minuit, 1970.

<sup>106</sup> P. Bourdieu, « La représentation politique. Éléments pour une théorie du champ politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 36-37, février-mars 1981, p. 3-24, ici p. 4 en note.

<sup>107</sup> Catherine Leclercq, Julie Pagis, « Les incidences biographiques de l'engagement. Socialisations militantes et mobilité sociale. Introduction », *Sociétés contemporaines*, n° 84, 2011, p. 5-23, ici p. 9.



« l'effet sans doute le plus important et le plus durable de la crise : la révolution symbolique comme transformation profonde des modes de pensée et de vie, et, plus précisément, de toute la dimension symbolique de l'existence quotidienne [...] elle transforme le regard que les agents portent à l'ordinaire sur la symbolique des rapports sociaux, et notamment des hiérarchies, faisant ressurgir la dimension politique, hautement refoulée, des pratiques symboliques les plus ordinaires : formule de politesse, gestes de préséance en usage entre les rangs sociaux, les âges ou les sexes, habitudes cosmétiques et vestimentaires, etc. »<sup>108</sup>.

---

<sup>108</sup> P. Bourdieu, *Homo academicus*, *op. cit.*, p. 250.